

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME!

Sur le danger de droite dans le Parti communiste d'Allemagne (Discours prononcé au Présidium du C.E. de l'I.C, le 19 décembre 1928.)

Staline

[note: la traduction utilise improprement le terme de PC allemand au lieu d'Allemagne. Il a parfois été corrigé à l'occasion de la mise en ligne]

Le camarade Molotov ayant déjà exposé ici le point de vue de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S., il ne me reste qu'à dire quelques mots. Je me propose de toucher, sommairement du reste, trois questions que les débats ont mises à jour. Ces questions sont : la stabilisation capitaliste, les batailles de classe du prolétariat en connexion avec l'échec de la stabilisation, et la situation dans le Parti communiste allemand.

Je dois constater à regret que sur ces trois questions, les camarades Humbert-Droz et Serra se sont, tous les deux, laissé sombrer dans le marais de l'opportunisme poltron. Humbert-Droz, il est vrai, ne s'est prononcé momentanément que sur des questions de pure forme.

Mais je tiens à rappeler son discours de doctrine prononcé en séance du Secrétariat politique du C .E. de l'I.C. lors des débats sur la droite et les conciliateurs dans le P.C. allemand. Je crois que ce discours constitue notamment la base idéologique de la position adoptée par la minorité du Présidium du C .E. de l'I.C au cours de la même séance.

C'est pourquoi j'estime qu'il est impossible de passer sous silence le discours de doctrine de Humbert-Droz prononcé au Secrétariat politique du C .E. de l'Internationale communiste. J'ai dit tout à l'heure que Humbert-Droz et Serra s'étaient laissé sombrer dans le marais de l'opportunisme poltron.

Qu'est-ce à dire? Cela veut dire qu'à côté de l'opportunisme ouvertement affirmé, il existe un opportunisme caché qui craint de montrer sa face véritable. C'est l'opportunisme de la conciliation à l'égard de la déviation de droite. La conciliation, c'est de l'opportunisme lâche. Je le répète : je dois constater à regret que nos deux camarades ont sombré dans le borbier d'un opportunisme poltron.

Permettez-moi de le démontrer avec des faits à l'appui.

I - Le problème de la stabilisation capitaliste

L'Internationale communiste part du point de vue que la stabilisation capitaliste actuelle est une stabilisation temporaire, fragile, précaire et pourrie; qu'elle se désagrègera au fur et à mesure du développement ultérieur de la crise capitaliste. Cette vérité ne contredit nullement le fait universellement connu que la technique et la rationalisation capitalistes sont en progression constante.

Bien plus. C'est à la faveur de cette progression que se révèlent de plus en plus la décrépitude et l'insolvabilité de la stabilisation capitaliste. Voyons maintenant ce que dit Humbert-Droz dans son intervention au Secrétariat politique du CE. de l'I.C. Il y conteste tout net la précarité et la fragilité de la stabilisation. Il déclare que « le VI^e congrès mondial a pratiquement condamné la vague formule générale : stabilisation pourrie, précaire, etc. ».

Il déclare carrément que la fameuse thèse du VI^e congrès sur la III^e période ne dit pas un mot sur la précarité de la stabilisation. Peut-on

considérer cette affirmation de Humbert-Droz comme juste? Non évidemment. Le VI^e congrès de l'I.C. a affirmé des choses nettement opposées à ce que Humbert-Droz développe dans son discours. Voici ce que dit le VI^e congrès de l'I.C. dans l'alinéa consacré à la troisième période :

Cette période [c'est-à-dire la troisième période] conduit inévitablement, par suite du développement ultérieur des contradictions de la stabilisation capitaliste, à la *dislocation ultérieure* de la stabilisation capitaliste et à une aggravation sérieuse de la crise générale du capitalisme.

Vous entendez: « dislocation ultérieure de la stabilisation » Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que, dès aujourd'hui, la stabilisation est précaire, éphémère et que, dans le cadre de la troisième période, elle continuera à se disloquer.

Et Humbert-Droz se permet de se moquer de tous ceux, y compris le Parti communiste allemand, qui proclament la précarité et la décrépitude de la stabilisation, qui affirment que la lutte actuelle de la classe ouvrière mine et désagrège la stabilisation capitaliste. De qui donc se moque Humbert-Droz ? Il est évident qu'il se moque des décisions du VI^e congrès.

Il en résulte que Humbert-Droz, sous prétexte de défendre les décisions du VI^e congrès de l'I.C., *revise* en réalité ces décisions, en se laissant glisser vers la conception opportuniste de la stabilisation. Voilà le côté formel de la question. Passons maintenant à l'examen de la question, quant au fond.

Puisqu'on ne peut dire de la stabilisation actuelle qu'elle est précaire, décrépète, provisoire, — comment alors la qualifier? Il ne reste qu'à la reconnaître comme durable et tout au moins en voie de renforcement. Mais face à une stabilisation capitaliste qui va

s'accroissant, à quoi se réduit la crise de plus en plus exacerbée et profonde du capitalisme mondial ? N'est-il pas évident qu'il n'y a plus de place ici, pour une aggravation de la crise du capitalisme mondial? N'est-il pas évident que Humbert-Droz s'est embrouillé dans ses propres contradictions ?

Poursuivons. Lénine disait que, dans les conditions de l'impérialisme, le développement du capitalisme se présente sous un double aspect: la croissance du capitalisme dans certains pays, d'une part, et de l'autre, *décadence* du capitalisme dans d'autres pays. Cette thèse de Lénine est-elle juste? Et, dans le cas de l'affirmative, n'est-il pas évident que la stabilisation capitaliste ne peut pas ne pas être décrépite?

Enfin, quelques mots sur une série de faits connus de tout le monde. Nous assistons à des batailles désespérées que se livrent différents groupes impérialistes pour la conquête de débouchés, de marchés d'exportation de capitaux.

Nous assistons à une course effrénée aux armements dans les pays capitalistes, à la formation de nouvelles alliances militaires et à la préparation ouvertement affirmée de nouvelles guerres impérialistes. Nous assistons à une aggravation des antagonismes entre les deux géants de l'impérialisme, l'Angleterre et l'Amérique, qui cherchent à attirer dans leur orbite tous les autres pays. Enfin, nous assistons à la croissance et à la prospérité de l'Union soviétique dans tous les domaines de l'édification, tant économique que politique et culturelle.

Le seul fait de l'existence de l'Union soviétique et à plus forte raison sa croissance, — mine et désagrège les fondements du capitalisme mondial. On se demande: comment des marxistes, des léninistes, des communistes peuvent-ils affirmer après tout cela que la stabilisation capitaliste n'est pas précaire» et pourrie, qu'elle ne se désagrège pas par la force des choses d'année en année, de jour en jour?

Humbert-Droz et après lui Serra se doutent-ils seulement dans quel borbier ils se laissent sombrer ?

C'est de cette erreur que résultent toutes les autres erreurs de Humbert-Droz et Serra.

II - Le problème des batailles de classe du prolétariat

La position de Humbert-Droz n'est pas moins erronée dans la question des batailles de classe du prolétariat en pays capitalistes, de leur nature et de leur portée. Il ressort du discours de Humbert-Droz, prononcé au Secrétariat politique que la lutte livrée par la classe ouvrière, ses rencontres spontanées avec les capitalistes ne revêtent quant au fond, qu'un caractère défensif ; que la direction de cette lutte ne doit être assumée par les partis communistes que dans le cadre des syndicats réformistes existants.

Est-ce juste? Non.

Avancer des opinions pareilles, c'est se traîner à la remorque des événements. Humbert-Droz oublie que la lutte de la classe ouvrière se livre actuellement sur la base d'une stabilisation en déclin; que les batailles ouvrières présentent souvent le caractère de combats où l'offensive patronale rencontre l'offensive ouvrière, de contre-offensives et d'offensives directes contre les capitalistes.

Humbert-Droz ne perçoit rien de nouveau dans les batailles que la classe ouvrière a livrées au cours de la dernière période. Il néglige des faits aussi importants que la grève générale de Lodz, les grèves revendicatrices pour l'amélioration des conditions de travail en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne; la mobilisation imposante des forces prolétariennes en Allemagne dans les luttes contre le lock-out des métallurgistes, etc.

Que signifie tous ces faits et tant d'autres faits de même ordre? Que

présagent-ils ? Ils attestent qu'au sein des pays capitalistes se forment les prémisses d'un nouvel élan révolutionnaire du mouvement ouvrier. C'est ce que Humbert-Droz et Serra ne voient pas ; c'est ce que ne verront d'ailleurs jamais les camarades habitués à regarder en arrière au lieu de regarder en avant?

Mais que veut dire regarder en arrière au lieu de regarder en avant? Cela veut dire se traîner à la remorque des événements, ne rien voir de nouveau dans les événements et se laisser prendre au dépourvu par ces derniers.

Cela revient à renoncer au rôle dirigeant du Parti communiste dans le mouvement ouvrier.

C'est contre cette pierre d'achoppement que se brisa notamment la direction du Parti communiste allemand lors de la révolution de 1923. C'est pourquoi quiconque ne veut pas répéter les fautes de 1923 a le devoir d'éveiller la pensée des communistes et de les appeler en avant; de préparer les masses aux batailles imminentes; de faire le nécessaire pour que les partis communistes ne restent pas à la remorque des événements, et pour que la classe ouvrière ne soit pas prise à l'improviste.

N'est-il pas étonnant que Humbert-Droz et Serra aient oublié ces vérités.

Pendant les batailles de la Ruhr, les communistes allemands ont constaté que les ouvriers inorganisés étaient plus révolutionnaires que les ouvriers organisés dans les syndicats. Humbert-Droz marque son indignation à ce sujet ; il affirme que cela est impossible. Chose étrange ! Pourquoi cela aurait-il été impossible ? Il y a, dans la Ruhr, près d'un million d'ouvriers.

Sur ce nombre, deux cent mille seulement sont organisés dans les syndicats. La direction de ces derniers est assurée par des bureaucrates réformistes, liés par mille et une attaches à la classe capitaliste. Quoi d'étonnant que les ouvriers inorganisés se soient

révélés plus révolutionnaires que les ouvriers organisés? Pouvait-il en être autrement?

Je pourrais vous rapporter des faits encore plus « étonnants » empruntés à l'histoire du mouvement révolutionnaire de Russie. Maintes fois, on a eu l'occasion de se rendre compte que les masses étaient plus révolutionnaires que les leurs (quelques-uns) chefs communistes. Tous les bolcheviks russes le savent fort bien. Aussi Lénine disait-il qu'il fallait non seulement instruire les masses, *mais encore s'instruire soi-même auprès des masses*. Ce dont il y a lieu de s'étonner, c'est de voir Humbert-Droz ne pas comprendre ces simples vérités, puisées au domaine de la pratique révolutionnaire des bolcheviks.

Il faut en dire autant de Serra. Il n'approuve pas les communistes allemands qui, dans la lutte pour l'organisation des métallurgistes lock-outés, ont fait sauter les cadres syndicaux et les ont abandonnés. Il voit là une violation des décisions du IV^e congrès de l'Internationale syndicale rouge. Serra assure que cette dernière avait recommandé aux communistes de travailler uniquement à l'intérieur des syndicats. Eh bien, c'est une ineptie. L'I.S.R. n'avait jamais recommandé rien de semblable.

Losovski : *C'est juste !*

Le prétendre, c'est réduire le Parti communiste au rôle de spectateur passif des batailles de classe du prolétariat. Le prétendre, c'est enterrer l'idée du rôle dirigeant du Parti communiste dans le mouvement ouvrier.

Les communistes allemands ont ceci de méritoire qu'ils ne se sont pas laissés intimider par le bavardage sur les « cadres syndicaux », et ont franchi ces cadres en organisant la lutte des ouvriers inorganisés à rencontre des bureaucrates syndicaux. Les communistes allemands ont du mérite précisément parce qu'ils ont recherché et découvert les nouvelles formes de lutte et d'organisation des ouvriers inorganisés.

Il est possible que, ce faisant, ils aient commis une série de fautes d'ordre secondaire. Mais toute chose nouvelle comporte des errements. Certes, nous devons militer dans les syndicats réformistes si ces syndicats sont des organisations de masse.

Mais il ne faut pas en conclure que nous devons limiter notre action de masse au travail à mener dans les syndicats réformistes; que nous devons devenir les esclaves des normes et des exigences de ces syndicats. Si la direction réformiste s'intègre au capitalisme (Voyez la résolution du VI^e congrès de l'I.C. et du IV^e congrès de l'I.S.R.) et que la classe ouvrière lutte contre le capitalisme, peut-on affirmer que la lutte de la classe ouvrière, guidée par le Parti communiste, pourra se poursuivre sans que les cadres des syndicats réformistes soient entamés.

Il est évident que ceux qui l'affirment versent dans l'opportunisme. On peut très bien concevoir un état de choses qui impliquerait la création de groupements de masses parallèles de la classe ouvrière, à rencontre des bonzes syndicaux vendus aux capitalistes. Cette situation existe déjà en Amérique. Il est fort probable qu'il en sera de même en Allemagne.

III - Le problème du Parti communiste d'Allemagne

Le Parti communiste d'Allemagne doit-il, oui ou non, être organisé et cohérent, doté d'une discipline intérieure de fer? C'est ainsi, camarades, que la question se pose. Il ne s'agit pas seulement de ceux de la droite ou des conciliateurs; il s'agit de l'existence même du Parti communiste allemand.

Il existe un parti communiste allemand. Mais à côté et à l'intérieur de celui-ci deux forces le rongent, menacent son existence. C'est, d'abord, la fraction de droite, qui organise au sein du Parti

communiste d'Allemagne un nouveau parti antiléniniste avec son centre et ses organes de presse, et désagrège au jour le jour sa discipline.

C'est ensuite le groupe de conciliateurs qui renforce par ses tergiversations la fraction de droite. Est-il besoin de dire que cette fraction rompt avec le léninisme et fait une guerre acharnée à l'Internationale communiste?

La preuve en est donnée depuis longtemps. Je ne m'attarderai pas non plus à démontrer que le groupe des conciliateurs passe outre à la résolution du VI^e congrès sur la lutte systématique contre la tendance conciliatrice. Cela aussi a été établi depuis longtemps. Il s'agit maintenant de dire que l'on ne saurait plus tolérer cet état de choses dans le Parti communiste allemand.

Tolérer plus longtemps un état de faits où la droite empoisonne l'atmosphère par un fatras idéologique social-démocrate et sape de façon systématique les principes élémentaires de la discipline du Parti ; où les conciliateurs apportent de l'eau au moulin de la droite, c'est aller à l'encontre de l'I.C. et enfreindre les exigences élémentaires du léninisme. La situation actuelle du P.C.A. est analogue (sinon pire) à celle que nous avons connue dans le P.C. de l'Union soviétique, à la dernière phase de la lutte contre le trotskisme, alors que le Parti et l'I.C. se sont vus dans l'obligation de chasser les trotskistes de nos rangs.

Tout le monde s'en rend compte aujourd'hui. Seuls Humbert-Droz et Serra ne le voient pas ou font mine de ne pas le voir. Tant pis pour eux. Cela signifie que ces camarades sont prêts à soutenir et la droite et les conciliateurs, même au prix de la désagrégation complète du Parti communiste allemand.

En s'opposant à l'exclusion des droitiers, Humbert-Droz et Serra invoquent la résolution du VI^e congrès disant que les déviations de droite doivent être combattues sur le terrain idéologique. C'est là

tout à fait exact. Cependant, ces camarades oublient que les résolutions du VI^e congrès ne limitent nullement la lutte des partis communistes contre le danger de droite aux mesures d'ordre idéologique. Il n'en est rien. En parlant des mesures d'ordre idéologique dans la lutte contre les déviations de la ligne léniniste, le VI^e congrès de l'I.C., dans sa résolution sur le rapport du camarade Boukharine, déclare:

Loin d'exclure, cela implique, au contraire, la consolidation aussi ferme que possible de la discipline de fer à l'intérieur du Parti, la soumission absolue de la minorité à la majorité, la soumission absolue des organes inférieurs ainsi que des autres organisations du Parti (fractions au Parlement, fractions dans les syndicats, de la presse, etc.) aux centres dirigeants du Parti.

Il est surprenant que Humbert-Droz et Serra aient oublié cette thèse de la résolution du VI^e congrès de l'I.C. Il est surprenant que tous les conciliateurs, ceux aussi qui s'avouent conciliateurs et ceux qui déclinent ce titre, — oublient systématiquement, en se référant à la résolution du VI^e congrès, la thèse si importante de l'I.C.

Que faire si dans le Parti communiste allemand nous assistons non à la consolidation aussi ferme que possible de la discipline de fer à l'intérieur du Parti, mais à la violation flagrante de toute discipline, tant par les gens de la droite que, en partie, par certains conciliateurs ? Peut-on tolérer davantage un tel état de choses?

Que faire si dans le Parti communiste allemand, au lieu de voir les organisations inférieures, les fractions syndicales et certains organes de la presse du Parti se soumettre sans réserve au centre dirigeant du Parti, nous assistons à la violation la plus flagrante et la plus brutale de cette thèse du VI^e congrès de l'I.C. par les gens de droite et, en partie, par certains conciliateurs? Peut-on tolérer davantage un tel état de choses?

Vous connaissez les conditions d'admission à l'I.C., adoptées au II^e congrès. Je parle des vingt et une conditions Le premier article de ces conditions stipule que « la presse périodique et non périodique, ainsi que tous les services d'édition du Parti doivent être *entièrement subordonnés au Comité central du Parti, que celui-ci soit, à l'époque donnée, légal ou illégal* ».

Vous savez que la fraction de droite dispose de deux organes de presse. Vous savez que ces organes de presse n'entendent point se soumettre, à un titre quelconque au C.C. du P.C. allemand. Je me demande: doit-on tolérer plus longtemps cette situation scandaleuse?

L'article 12 de la vingt et unième condition stipule que « le Parti doit être organisé de la façon la plus centraliste qui soit « *qu'une discipline de fer voisine de la discipline militaire doit y être de rigueur* ». Vous savez que dans le Parti communiste allemand la droite ne veut reconnaître ni une discipline de fer, ni n'importe quelle autre discipline excepté celle de sa fraction. Eh bien, je me demande: Peut-on tolérer plus longtemps cette situation scandaleuse?

Ou peut-être, dira-t-on, que les conditions adoptées au II^e congrès de l'I.C. ne sont pas obligatoires pour la droite.

Humbert-Droz et Serra crient, ici, aux prétendues violations des résolutions de l'I.C. Aujourd'hui, nous avons' en la personne des droitiers de véritables violateurs (et non prétendus) des principes mêmes de l'I.C. Pourquoi gardent-ils le silence ? Est-ce parce que, sous le couvert d'une défense verbale des décisions de l'I.C., ils entendent défendre la droite et reviser ces décisions?

La déclaration de Serra est particulièrement intéressante. Il jure ses grands dieux qu'il est contre la droite, contre les conciliateurs, etc. Mais quelle conclusion en tire-t-il ? Qu'il faut engager la lutte contre

la droite et les conciliateurs? Pas le moins du monde. Il tire de cet état de faits une conclusion qui ne laisse pas d'être étrange à savoir qu'il faut, à son avis, réorganiser le Bureau politique actuel du C.C du Parti communiste allemand.

Pensez donc : le Bureau politique du P.C.A. mène le bon combat contre le danger de droite et les flottements des conciliateurs ; Serra s'affirme pour la lutte contre la droite et les conciliateurs; or, Serra propose de ne pas toucher à la droite et aux conciliateurs, d'affaiblir la lutte contre ces derniers et de modifier la composition du Bureau politique du C.C. du P.C.A. dans l'esprit de la conciliation ! Voilà sa « conclusion » ! Je demande pardon à Serra, si je lui dis sans ambages que dans cette question sa position fait penser à celle des avocats de province qui essayent de faire passer le noir pour du blanc et le blanc pour du noir. C'est ce que nous appelons défendre en avocats les éléments opportunistes.

Serra propose de réorganiser le Bureau politique du C.C. du P.C.A., c'est-à-dire d'en éliminer les uns et d'y introduire les autres. Pourquoi Serra ne nous dit-il pas en toute franchise par qui il entend remplacer les membres sortants du Bureau politique ?

Serra: Par ceux que le VI^e congrès a désignés.

Le VI^e congrès n'a pas du tout proposé la réhabilitation des conciliateurs. Bien au contraire, il nous engage à les combattre systématiquement. Et c'est parce que les conciliateurs n'avaient pas rempli cette obligation que le Présidium du C.E. de l'I.C. en sa séance du 6 octobre 1928, a dû, après le VI^e congrès, prendre la résolution que l'on sait sur la droite et les conciliateurs. Serra veut assumer le rôle de l'unique interpréteur des décisions du VI^e congrès. Cette prétention de Serra n'a aucune raison d'être. Les seuls organes autorisés à interpréter les décisions du VI^e congrès sont le C .E. de l'I.C et son Présidium.

Je vois que Serra n'est pas d'accord avec la décision du Présidium du C .E. de l'I.C du 6 octobre, bien qu'il ne l'ait pas dit ouvertement. Tant pis pour lui.

La conclusion qui s'impose est donc celle-ci: dans la question du P.C.A., la position de Humbert-Droz et de Serra consiste à défendre en avocats pusillanimes la droite contre le P.CA. et le C .E. de l'I.C.

IV - Les droitiers dans le P.CA. et dans le P.C. de l'U.R.S.S.

J'ai appris aujourd'hui par les discours de certains orateurs que des conciliateurs allemands invoquent, pour se justifier, mon discours au Plénum de novembre du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au sujet des méthodes de lutte contre les éléments de droite. Comme on le sait, je disais dans ce discours (qui a été publié) *qu'au stade actuel* de la lutte contre le danger de droite à l'intérieur du P.C. de l'U.R.S.S. la méthode de lutte essentielle doit être la lutte idéologique, ce qui n'exclut pas l'éventualité de mesures disciplinaires dans certains cas.

J'ai corroboré ma thèse par le fait que la droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. ne s'est pas encore entièrement cristallisée, et qu'il n'y a pas eu un seul exemple de violation ou de non exécution des décisions du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. par les gens de droite. Je disais dans mon discours que si les droitiers adoptaient des méthodes de lutte de fraction et se mettaient à violer les décisions du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., ils subiraient le même sort que les trotskistes en 1927. Je crois que c'est assez clair.

N'est-il pas stupide, après cela, d'invoquer mon discours à titre d'argument en faveur de la droite en *Allemagne*, où les droitiers *ont déjà passé* aux méthodes de lutte de fraction et transgressent systématiquement les décisions du C.C. du P.C.A., ou bien encore à titre d'argument en faveur des conciliateurs en *Allemagne*, où ils n'ont pas encore rompu, et n'entendent visiblement pas le faire avec la *fraction* de droite. Je crois que l'on ne saurait imaginer rien de

plus sot que de se recommander de mon discours. Seuls des gens ayant rompu avec la dialectique ne peuvent pas comprendre l'abîme qui existe entre la position de la droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. et celle de la droite dans le P.C.A.

En effet, dans le P.C. de l'Union soviétique, les droitiers ne forment pas encore une fraction ; ils exécutent, avec une loyauté incontestable, les décisions du Comité central. Quant aux droitiers d'Allemagne, ils possèdent déjà une fraction dotée d'un centre; ils foulent aux pieds, systématiquement, les décisions du Comité central du Parti communiste allemand. N'est-il pas évident qu'au *stade actuel* les méthodes de lutte contre la droite ne peuvent pas être identiques dans les deux partis?

Poursuivons. Chez nous, en U.R.S.S., nous n'avons pas de social-démocratie, en tant que force organisée sérieuse susceptible de nourrir et de stimuler le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. Par contre, en Allemagne, à côté du Parti, il existe un Parti social-démocrate plus fort et assez solidement organisé qui alimente la déviation de droite dans le Parti communiste allemand et en fait, objectivement, une agence à ses ordres. N'est-il pas évident que seuls des aveugles peuvent ne pas discerner la différence entre la situation en Allemagne et celle en U.R.S.S. ?

Enfin, un autre fait encore. Notre parti a grandi et pris des forces au travers des batailles acharnées contre les menchéviks, batailles qui, pendant plusieurs années, avaient revêtu la forme d'une guerre civile. N'oubliez pas qu'en Octobre 1917 nous, bolcheviks, avons renversé les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, comme l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste contre-révolutionnaire. C'est là la raison pour laquelle dans aucun parti communiste du monde les traditions contre l'opportunisme ouvertement affirmé ne sont aussi vivantes que dans le P.C. de l'Union soviétique.

Il suffit de rappeler l'organisation de Moscou, notamment le comité

de Parti de Moscou où certains flottements vers la conciliation s'étaient fait jour; il suffit de rappeler, comment les ouvriers militants du Parti ont réussi, en l'espace de deux mois, à redresser d'emblée la ligne du Comité de Moscou — il suffit de rappeler tous ces faits pour comprendre à quel point sont vives dans notre parti les traditions contre l'opportunisme ouvertement affirmé. Pourrait-on en dire autant du Parti communiste allemand? Vous avouerez avec moi qu'on ne le peut malheureusement pas. Bien plus: il est indéniable que le Parti communiste allemand ne s'est pas encore affranchi des traditions social-démocrates qui alimentent le danger de droite dans le P.C.A.

Telles sont les conditions en Allemagne et celles en U.R.S.S. Elles témoignent que la différence de situation appelle une différence de méthodes, de lutte contre le danger de droite dans le P.C. allemand et dans celui de l'Union soviétique.

Il faut être privé du sens élémentaire du marxisme pour ne pas comprendre cette simple vérité.

A la commission désignée par le Plénum de novembre du C.C. du Parti communiste de l'U.R.S.S. pour rédiger la résolution, un groupe de camarades avait proposé d'étendre les dispositions fondamentales de la résolution à toutes les autres sections de l'I.C., y compris à la section allemande.

Nous avons repoussé cette proposition, en déclarant que les conditions de lutte contre le danger de droite, dans le Parti communiste allemand, se différencieraient foncièrement des conditions de lutte dans le Parti communiste de l'Union soviétique.

V - Projet de lettre confidentielle et ouverte

Deux mots encore des projets de résolution présentés par les

commissions du C .E. de l'I.C. Serra estime que ces projets ont le caractère de résolutions provinciales.

Pourquoi ? Parce que le projet de lettre ouverte ne contient pas l'analyse de la situation politique qui engendre le danger de droite. Cela est ridicule. Cette analyse, nous l'avons dans les résolutions du VI^e congrès. Faut-il la répéter? Je ne le pense pas.

A proprement parler, nous pourrions nous borner à une résolution sommaire sur les droitiers qui enfreignent systématiquement les décisions du VI^e congrès et qui, par suite, doivent être exclus, et sur les conciliateurs qui ne combattent pas la droite et méritent, par conséquent, un avertissement sérieux.

Si cependant nous ne nous sommes pas limités à une brève résolution, c'était pour expliquer aux ouvriers la nature de la déviation de droite; leur montrer la face véritable des Brandler et des Thalheimer ; leur dire ce que ces derniers avaient été dans le passé et ce qu'ils étaient en ce moment; montrer que l'I.C. et le P.C. de l'U.R.S.S. ne les avaient ménagés pendant très longtemps que dans l'espoir de les corriger; que les communistes avaient longtemps enduré leur présence, et qu'on ne devait plus les tolérer dans l'I.C. C'est pourquoi le projet de résolution est plus étendu qu'on aurait pu le prévoir dès le début.

Le camarade Molotov a déjà dit que la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. se joint sans réserve à ces projets de résolution. Il ne me reste qu'à répéter la déclaration de Molotov.